

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

D'une travailleuse migrante : « *Quand ils font des statistiques sur nous, ils nous interrogent sur tout, ils sont très méticuleux. Mais pour nous donner de la nourriture, ils ne sont pas aussi méticuleux* ». Une autre : « *Ils ne fournissent de la nourriture qu'aux Shanghaiens, nous, les migrants, nous n'avons droit à rien du tout.* »

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1^{er} Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Éditorial

La vague Omicron. Depuis plus d'un mois, la municipalité de Shanghai a, pour cause de Covid, fermé écoles, restaurants, salles de sport et lieux de divertissement ; des entreprises et des immeubles résidentiels ont été bouclés. Pris au piège du confinement, les 22 millions d'habitants ! Et maintenant c'est au tour de Pékin d'enregistrer les premiers signes de l'épidémie et de fermer stations de métro et lignes de bus le 4 mai afin d'endiguer la propagation de l'épidémie de Covid et d'éviter un confinement généralisé. Puis Yiwu, le plus grand marché de gros du monde pour les petites marchandises qui fournit plus de 200 pays...

Au total, en ce début du mois de mai, 44 des 100 plus grandes villes chinoises appliquent un confinement partiel ou étendu – cela représente un tiers du PIB ! – et les restrictions en raison de l'épidémie ont touché 373 millions de résidents, soit un quart de la population !

Asphyxie ? Les autorités du Parti communiste chinois (PCC), qui gèrent de fait le pouvoir central et le pouvoir local des municipalités, ont reconnu « *le déclin de la production et de la demande* », avec des chiffres au plus bas depuis mars 2020, soit le début de l'épidémie en Chine. C'est ce que confirment les indices de l'activité manufacturière en baisse depuis mars et au plus bas depuis deux ans. Des millions d'ouvriers au chômage donc et sans indemnisation pour les trois quarts d'entre eux ! Pour la revue « *Asialyst* » (7 mai), « *le constat est simple : la trajectoire actuelle de l'économie chinoise renvoie aujourd'hui une image proche de l'asphyxie. Avec en filigrane, le risque d'une grave instabilité sociale, phénomène que redoute le plus le Parti.* ». C'est que la politique du « zéro Covid » décidée au sommet fait souffrir la population, soumise à des conditions draconiennes et parfois indignes, à la répression, les travailleurs étant comme d'habitude les laissés-pour-compte d'une telle situation (voir au verso la série d'articles).

« **Pas d'eau, pas de nourriture, pas d'abri** ». Et quand des travailleurs sont embauchés pour faire face à la crise sanitaire, voici un témoignage : « *Nous avons été convoqués par la municipalité pour nous rendre au Centre de conventions et d'expositions de Shanghai [centre de quarantaine] afin d'apporter du soutien aux soignants. Mais pendant quatre jours, il n'y eut personne pour nous guider et puis, soudainement, on nous a dit que nous avions été exposés au virus et que nous devions être mis en quarantaine. Nous sommes arrivés par bus au bâtiment Gubei sur la route de Jinzhu à Shanghai avec plus de 100 autres personnes et abandonnés là. Nous n'avons pas d'eau, pas de nourriture, pas d'abri, et plus de 100 personnes dorment sur le bord de la route. Pourquoi sommes-nous traités ainsi ? Nous sommes ici pour soutenir Shanghai, alors pourquoi ?* »

Régime de répression. Le pouvoir dit : « *L'assouplissement des mesures de prévention et de contrôle entraînerait inévitablement des infections à grande échelle, un grand nombre de maladies graves et de décès, et affecterait gravement le développement économique et social ainsi que la vie et la santé des gens* » car « *la Chine est un pays très peuplé, avec un grand nombre de personnes âgées, un développement régional déséquilibré et des ressources médicales insuffisantes.* » À l'appui de ces dires, un éminent spécialiste affirme opportunément que toute autre politique se solderait par un effroyable bilan de 50 000 morts par jour ! Mais pour un autre expert, rapidement censuré, « *le confinement et les tests de masse ont prolongé l'épidémie de Shanghai* ».

En tout état de cause, la nature de ce régime politique ne peut qu'entraîner une accentuation de la répression ordinaire. Des vidéos de bagarres avec la police, de tabassages sauvages, des reportages tweetés sur des manifestations locales aux cris de « *Donnez-nous des provisions* », sur les affres du rationnement en nourriture et sur les conditions indignes des centres de quarantaine où sont coincés les testés positifs... On voit des protestations de

résidents expulsés de chez eux pour cause de réquisition de leur logement (certaines sont visibles ici : pic.twitter.com/wwpLNqPoO1)

Instabilité sociale... Dans un article titré « *La quarantaine pure et dure et l'État de droit* », la revue « *Caixin* » (5 mai) s'inquiète : « *Certaines mesures de contrôle des maladies imposées récemment dans des villes chinoises constituent des violations flagrantes de la loi, et leurs conséquences vont bien au-delà de la perturbation de l'opinion publique.* » Les médias étrangers ont largement diffusé les images de ces habitants de Shanghai à leur balcon chantant et protestant contre le manque de ressources alimentaires et autres. On a même vu un drone apparaître, diffusant ce message ridicule : « *Veuillez vous conformer aux restrictions. Contrôlez le désir de liberté de votre âme. N'ouvrez pas la fenêtre et ne chantez pas !* ».

Manifestations de la jeunesse et des travailleurs n'ont pas pour autant totalement cessé. Ainsi, des étudiants de l'université Fudan de Shanghai ont manifesté sur le campus le 20 avril. La police anti-émeute a été envoyée sur place. « *China Labour Bulletin* » a relevé par exemple vingt-trois manifestations ou protestations ouvrières au mois d'avril, essentiellement pour exiger le versement des salaires dans des villes et provinces diverses.

« **On s'en charge nous-mêmes** ». L'autre marque de cette situation est l'auto-organisation de la population : lorsque les comités de quartier sont dépassés ou décimés par l'épidémie, ils sont remplacés par des groupes de volontaires (voir au verso) sur des plates-formes créées en dehors des géants privés et gérées de façon autonome (besoins en nourriture, médicaments, livraisons, statut du quartier : taux et nature des restrictions). « *Lorsque l'action d'auto-assistance des résidents est combinée à la nature ouverte et partagée de l'Internet, elle est porteuse d'un puissant pouvoir d'organisation* », dit un des organisateurs (« *SCMP* », 3 mai). La capacité de la jeunesse et des travailleurs à prendre leurs propres affaires en main... ●

À Shanghai, les travailleurs laissés pour compte

Des comités de résidents s'organisent par eux-mêmes

UN COMITÉ DE QUARTIER (comité du Parti communiste encadrant les résidents d'un ou plusieurs immeubles) a tenté d'organiser les résidents pour qu'ils crient à un moment donné : « Nous sommes tous reconnaissants envers la municipalité », mais au lieu de cela, on entendit depuis les fenêtres : « Bande de salopards et d'imbéciles du comité de quartier ! ». Certains comités renoncèrent aux tâches qui leur sont dévolues devant l'ampleur de l'événement

et le manque de moyens, de nourriture ou de médicaments

« *Ailleurs, des résidents ont pris les choses en main en écartant le comité officiel et se sont organisés par eux-mêmes. Ils se sont engagés à distribuer les ressources de manière autonome, car les résidents n'étaient pas satisfaits de la distribution par le comité officiel. Ils les ont donc chassés du quartier afin d'organiser eux-mêmes la distribution* », lit-on dans un récit qui nous

est parvenu. Le groupe a organisé la distribution de biens achetés collectivement et distribué des autotests Covid via la messagerie de réseaux sociaux Wechat. Ce comité fournissait aux résidents les numéros de téléphone d'une hotline, informait sur la distinction entre les bâtiments « fermés » et ceux simplement « contrôlés » où des cas avaient été identifiés, et les moyens d'obtenir des médicaments lorsque les livraisons étaient défectueuses. ●

« De nombreux livreurs dorment toujours dans les rues de Shanghai »

« **D**U 27 MARS à aujourd'hui [27 avril], le livreur Park Su n'est jamais rentré chez lui et n'a donc pu voir sa fille de 10 ans. Le quartier a été bouclé et placé sous contrôle, et quand il décidera de rentrer chez lui, il n'aura plus les ressources financières de son travail. Lorsque « Caixin » lui a demandé où il vivait maintenant, Park Su a éclaté de rire : « *Si vous parvenez à sortir dans les rues de Shanghai la nuit, vous verrez beaucoup de sans-abri qui se cachent dans des renforcements sous des ponts et sous des promenades.* »

Les difficultés d'hébergement des livreurs ont été mises en lumière récem-

ment en raison de la double exigence de la prévention des épidémies et du maintien de l'approvisionnement. Selon un communiqué de la municipalité, au 20 avril, on dénombrait 20 000 livreurs en service à Shanghai et les commandes de livraison quotidiennes sur toutes les grandes plateformes de commerce électronique se chiffraient à 2,54 millions d'unités. La semaine dernière, au moins 143 centres d'assistance aux livreurs ont été ouverts dans les quartiers de Shanghai, notamment dans des hôtels, des centres culturels et des écoles, afin de fournir aux livreurs des repas, du repos et des tests.

Selon le site public Shanghai Xuhui, les 10 centres d'assistance du district de Xuhui peuvent accueillir plus de 800 livreurs. (...) Le 24 avril, lorsque « Caixin » a interrogé les livreurs sur ces centres-là, seulement la moitié des 10 centres de Xuhui ont pu être joints par téléphone et la plupart ont indiqué qu'ils ne pouvaient fournir que 10 à 20 lits au total et que la plupart des lits étaient déjà occupés. Cela signifie qu'un grand nombre de livreurs qui prennent des commandes collectives d'une plate-forme en sous-traitance finissent par dormir dans la rue... » ●

Revue « Caixin », 27 avril

« La direction de l'hôpital n'a rien fait »

LE 13 AVRIL, 200 ouvriers de la rénovation de Pudong ont été pris au piège. La collectivité ne leur ayant pas distribué de provisions, les ouvriers ont utilisé des bouilloires pour faire cuire des nouilles et du chou. Le 19 avril, des ouvriers du bâtiment travaillant sur un site à Sunqiao ont été exposés au Covid-19, mais le gouvernement local n'a pas organisé d'isolement ni de secours. Des travailleurs chargés des produits de première nécessité sont également tombés malades en raison d'une infection croisée : « *Tout le monde dormait dans les couloirs et les cages d'escalier, sans se laver* », a déclaré le 7 avril un employé de Hema, la société de livraison de nourriture.

Des chauffeurs routiers et des livreurs ont dormi sous des ponts et dans la rue, ont rapporté les médias. Les camionneurs qui se rendent à Shanghai et en reviennent ont été bloqués et ont dû voler des légumes dans les jardins pour ne pas mourir de faim.

Le personnel médical de l'hôpital de rééducation n° 2 de Shanghai a déclaré que les responsables les obligeaient à travailler même lorsqu'ils présentaient des symptômes du Covid-19. Une infirmière de l'hôpital de médecine traditionnelle chinoise du district de Putuo a déclaré que l'hôpital envoyait du personnel qui avait été testé positif pour collecter des échantillons. Presque tous les infirmiers et médecins d'un service ont été testés positifs. Grâce à des grèves et des sit-in, le personnel dont le test était négatif a forcé l'hôpital à prendre des mesures d'isolement. « *La direction de l'hôpital n'a rien fait* », a déclaré un employé.

Les travailleurs migrants quittant Shanghai ont propagé le virus dans d'autres régions, notamment à Zhengzhou. Des cas asymptomatiques ont circulé dans la zone de l'aéroport et le virus s'est depuis propagé dans les écoles primaires et secondaires.

Les politiques actuelles qui consistent à ignorer les besoins des travailleurs mettent

en danger le public et la condition des travailleurs pendant les confinements montre une négligence systématique de leurs droits. Les travailleurs de la construction, de la logistique et les préposés aux soins ont tendance à ne pas être employés avec des contrats de travail formels.

Le gouvernement a transféré à Shanghai des travailleurs d'autres villes pour soutenir

la prévention de la pandémie, mais il les a ensuite abandonnés à leur sort après qu'ils ont commencé à travailler sans protection, sans nourriture ni fournitures appropriées. Jusqu'à présent, les syndicats ont brillé par leur absence dans la sauvegarde des intérêts des travailleurs de première ligne. ●

« China Labour Bulletin », 3 mai

Et ce tweet du 23 avril qu'un internaute a titré « Un seul événement montre les défaillances du système de santé de Shanghai confinée » : « Un livreur a eu un accident de la route et s'est blessé à la tête. La police est venue, sa famille est venue, mais pas l'ambulance qui est finalement arrivée plusieurs heures après pour constater son décès. La pluie est tombée sur son sang ».

Des millions de jeunes sans emploi

Un article du site « Question Chine » (7 mai) a cité quelques chiffres sur le chômage des jeunes diplômés et les travailleurs migrants. Extraits.

« **D**EPUIS 2020 et l'irruption du virus, le chômage augmente. Alors que les statistiques officielles sont peu fiables, en 2020, Zhang Bin, chercheur à l'Académie des Sciences sociales, faisait déjà état de 80 millions de chômeurs, soit 10 % de la main-d'œuvre disponible. Depuis 2022, singulièrement depuis les mesures radicales de confinement, de nouvelles tensions affectent le marché de l'emploi des jeunes diplômés. (...) Selon les statistiques chinoises, en avril, le nombre total d'offres d'emploi a chuté de 18 % par rapport à la même période de 2021. (...) En mars, le Bureau national des statistiques estimait le taux de chômage des jeunes diplômés à 16 %, contre 13,6 % en 2021. A la mi-avril, moins d'un candidat sur deux avait trouvé un emploi, alors qu'en 2021, à la même époque, plus de six diplômés sur dix avaient réussi à se caser. (...) Promettant de créer 11 millions de

nouveaux emplois pour contenir le chômage urbain à 5,5 %, le gouvernement explique qu'il éliminera les obstacles bureaucratiques aux recrutements et débloquentera 14 milliards d'euros. Lors d'une conférence de presse, le Premier ministre Li Keqiang évaluait le nombre total de demandeurs d'emplois en 2022 à 16 millions. (...) »

À propos des travailleurs migrants :
« Rappelons qu'en 2020 il y avait environ 285 millions de travailleurs migrants (20 % de la population et 35 % des actifs, dont à peine 17 % sont diplômés d'études secondaires). Environ 116 millions d'entre eux étaient des travailleurs migrants locaux, employés à proximité de leur lieu de résidence, tandis que plus de 170 millions travaillaient dans des provinces plus ou moins éloignées de leur domicile. Depuis 2020, le nombre total de travailleurs migrants a légèrement diminué en raison de la pandémie. 46 % sont employés en usine ou dans le bâtiment, leur salaire mensuel moyen est d'un peu moins de 600 euros ». ●